

ROSA Newsletter

Zoom

Retour sur la Conférence de Cancun : Quels enjeux pour la sécurité alimentaire ?

La 16^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique s'est réunie à Cancun du 29 novembre au 10 décembre 2010. Elle a réussi à : (i) renforcer le processus de négociations onusien fortement ébranlé à Copenhague en 2009, (ii) intégrer les acquis de l'Accord de Copenhague dans une décision onusienne et (iii) avancer sur des points précis des négociations. Pour beaucoup, la COP16 est donc un succès relatif. Pour d'autres, Cancun confirme un essoufflement des négociations internationales sur le climat. Le chemin est encore long pour atteindre un accord ambitieux et juridiquement contraignant.

Cet article présente les résultats de la Conférence de Cancun, puis s'intéresse à la place accordée à l'agriculture et aux enjeux de sécurité alimentaire dans les négociations internationales sur le climat.

Etats des lieux des négociations

La COP16 a rétabli la confiance dans le processus onusien. Elle a aussi permis quelques avancées techniques, qui doivent être opérationnalisées (cf. encadré N°1).

Toutefois, le résultat de Cancun sur deux volets est insuffisant : la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adoption d'une deuxième période d'engagement sous le Protocole de Kyoto. Les questions liées à l'agriculture dans le cadre des actions sectorielles d'atténuation sont également absentes du compromis final.

Encadré N°1 : Les avancées clés de l'Accord de Cancun

- La reconnaissance pour la première fois dans le processus onusien de la nécessité de maintenir l'augmentation des températures mondiales en dessous de 2°C par rapport à l'ère « préindustrielle » ;
- La mise en place d'un processus pour revoir cet objectif d'ici à 2015 et éventuellement le ramener à 1,5°C ;
- La reconnaissance des engagements des pays développés et des pays en développement, en termes d'émission de gaz à effet de serre ;
- La confirmation de l'objectif des pays développés de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement et l'établissement du « Fonds vert climat » à travers lequel la plupart de ces financements seront mobilisés ;
- La création d'un cadre pour l'adaptation ;
- Le lancement du mécanisme REDD+ ;
- La création d'un mécanisme pour le développement et le transfert de technologies.

Les forces en présence

Le retour de la transparence dans le processus de négociations a facilité l'atteinte d'un compromis à Cancun. Le Mexique, pays hôte de la conférence, a joué un rôle pivot en assurant la bonne organisation et la transparence du processus.

Certains pays ont également surpris par leur créativité dans les négociations. L'Inde a par exemple fait des propositions sur le système de suivi et de transparence des actions réalisées dans les pays en développement, qui ont été plutôt bien reçues. Un **système de contrôle, de suivi et de compte-rendu** a ainsi été acté à Cancun.

D'autres Etats ont annoncé leur refus de renouveler leur engagement dans le cadre d'une deuxième période sous le Protocole de Kyoto, tant que les grands pays émetteurs ne seraient pas soumis à des engagements comparables. Par conséquent, aucun consensus n'a été atteint sur ce point.


COMMISSION
EUROPÉENNE
ROSA Newsletter N° 26

EuropeAid

FR

Encadré N°2 : La position de l'Union Européenne

A Cancun, l'UE a adopté une position plus flexible que les autres pays développés signataires du Protocole de Kyoto. Elle a accepté, sous certaines conditions, de s'engager pour une deuxième période dans le cadre du Protocole¹. En 2011, elle doit poursuivre ses efforts pour que les autres pays développés signataires n'abandonnent pas le cadre juridiquement contraignant du Protocole de Kyoto.

Les deux voies de négociations préservées

Les « **Accords de Cancun** » adoptés à la COP16 sont le résultat des discussions au sein du Groupe de travail spécial sur le **Protocole de Kyoto (GTS-PK)** et de celles du Groupe de travail spécial sur l'**action concertée à long terme** sous l'égide de la **Convention (GTS-ACL)**².

Ils maintiennent les deux voies de négociation (Protocole de Kyoto et Convention) qui coexistent depuis la COP de Bali en 2007. Le Protocole de Kyoto est préservé, mais il n'est pas hors de danger. Plus généralement, la mise en place d'un cadre juridiquement contraignant de lutte contre le changement climatique a été reportée.

Intégration des acquis de Copenhague au processus onusien

Les Accords de Cancun intègrent les différents acquis inscrits à l'Accord de Copenhague³, au sein du processus de négociations onusien. Ils reconnaissent les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre pris de manière unilatérale par les pays développés depuis Copenhague. Mais ces engagements ne sont ni contraignants, ni suffisamment ambitieux face à l'ampleur du phénomène⁴.

La COP16 reconnaît aussi les engagements financiers pris à Copenhague par les pays développés. Ces derniers se sont engagés à mobiliser **30 milliards de dollars entre 2010 et 2012** pour soutenir l'élaboration d'actions de

réduction des émissions et d'adaptation dans les PED ; puis progressivement **100 milliards de dollars par an d'ici 2020**. Cependant, aucun compromis n'a été atteint sur la question, pourtant cruciale, des sources de financements.

Des avancées institutionnelles

La COP16 crée des dispositifs institutionnels qui répondent à certaines demandes des PED. Elle établit notamment un « **Fonds vert** » pour financer la lutte contre le changement climatique dans les PED. Mais la question des sources de financement à utiliser pour alimenter ce fonds reste en suspens.

En outre, la COP16 réaffirme la place essentielle de l'adaptation. Elle crée un **cadre pour l'adaptation** qui visera à mettre en cohérence et en synergie les actions d'adaptation pour améliorer la résilience des systèmes socio-économiques et écologiques (cf. encadré n°3). Ce cadre reste à opérationnaliser et ses relations avec les autres dispositifs sous la Convention (dont le Fonds vert) sont à préciser.

Encadré N°3 : Le cadre pour l'adaptation

Il reposera sur un **comité pour l'adaptation** qui aura les fonctions suivantes :

- fournir un appui technique aux PED ;
- favoriser les échanges d'expériences et les synergies entre des centres et des réseaux sur l'adaptation ;
- émettre des recommandations.

Le cadre pour l'adaptation comprendra aussi un **processus spécifique pour appuyer les pays les moins avancés (PMA)** dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux d'adaptation.

La COP16 a également permis de lancer un programme de travail pour définir les modalités d'un **mécanisme de « compensation des pertes et dommages »** (demande des petits Etats insulaires en développement). Un tel mécanisme viserait à couvrir les PED très vulnérables face aux d'aléas climatiques extrêmes, notamment lorsque les risques sont si élevés qu'ils ne permettent pas une couverture par le secteur de l'assurance.

La Conférence de Cancun lance également le mécanisme REDD+ et pose un cadre pour sa mise en œuvre. Des principes sociaux et environnementaux sont adoptés pour la mise en œuvre du mécanisme, et feront l'objet d'un suivi. Cependant, de nombreuses questions liées à l'opérationnalisation, à la gouvernance et au financement de REDD+ restent en suspens. Enfin, la Conférence de Cancun crée un mécanisme pour favoriser le développement et le transfert de technologies dans les PED.

¹ Conclusions du Conseil du 14 octobre 2010.

² La voie de négociations sous l'égide du Protocole de Kyoto concerne la révision des engagements chiffrés des pays signataires en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Celle sous l'égide de la Convention concerne les engagements à long terme de tous les pays.

³ L'Accord de Copenhague n'entre pas dans la catégorie des décisions onusiennes puisqu'il n'a pas été adopté par la Conférence des Parties à la Convention Climat.

⁴ Selon un rapport du PNUE (2010), les engagements actuels de réduction des émissions des pays équivalent à une augmentation des températures mondiales de 3,2°C en fin de siècle. Or, d'après le GIEC, il faut maintenir les températures mondiales en dessous de 2°C pour éviter des bouleversements climatiques à grande échelle.

L'agriculture, absente de la décision finale

Avec 13,5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'agriculture représente le troisième secteur émetteur de gaz à effet de serre. Mais c'est aussi le secteur le plus vulnérable aux effets du changement climatique.

Le texte sur l'agriculture à Cancun

L'agriculture a été tardivement prise en compte dans les négociations sur le climat. Elle fait depuis 2009 l'objet de discussions dans le cadre des « approches sectorielles de la réduction des émissions ». En 2010, les négociations ont repris sur la base du texte non adopté à Copenhague. Elles concernaient notamment le lancement d'un programme de travail sur les modalités de contribution de l'agriculture à l'atténuation du changement climatique.

Malgré un consensus relatif entre les pays quant au texte de négociation, aucune décision n'a été prise sur l'atténuation dans le secteur agricole à Cancun. En effet, les discussions ont bloqué sur le lien fait par le G77 avec d'autres approches sectorielles telles que le transport maritime et aérien (carburants de soute)⁵.

Repenser le rôle de l'agriculture

L'agriculture présente un réel potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique. Les négociations sur le climat doivent ainsi répondre simultanément aux besoins d'atténuation et aux tensions croissantes en termes d'adaptation, notamment vis-à-vis de la sécurité alimentaire.

L'inclusion de l'agriculture dans les approches sectorielles d'**atténuation** permettrait de mettre en place des mesures d'appui au secteur agricole pour valoriser à la fois son potentiel en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de séquestration du carbone. Une attention particulière doit être accordée au **lien avec entre les actions d'adaptation et d'atténuation**. Le texte non adopté à Cancun y faisait référence, mais de façon insuffisante au regard des enjeux.

La prise en compte de l'**adaptation** dans le secteur de l'agriculture n'est pas à la hauteur des enjeux. En effet, elle n'est pas traitée directement car les négociations sur l'adaptation ne se déclinent pas encore en volets sectoriels. En plus, le chapitre sur l'adaptation de la décision de Cancun ne mentionne le rôle de l'agriculture et de

la sécurité alimentaire qu'en note de bas de page.

Enfin, **l'agriculture, le changement d'affectation des sols et la déforestation** sont abordées de manière dissociée dans les négociations. Pourtant, ce sont trois phénomènes inextricablement liés qui participent à hauteur d'environ 30% aux émissions mondiales. Mieux relier les discussions sur les forêts et l'agriculture est indispensable pour favoriser une approche intégrée en matière de lutte contre les changements climatiques.

La prise en compte de la nutrition

La nutrition est longtemps restée en-dehors du champ des négociations sur le climat. Mais elle est aujourd'hui portée par des organisations internationales et de la société civile. Plusieurs rapports ont mis en évidence la corrélation forte entre les conséquences des phénomènes climatiques extrêmes sur la disponibilité alimentaire d'une part, et la santé et la nutrition des enfants d'autre part. En outre, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un des piliers de la résilience des populations face aux effets du changement climatique.

Le Comité permanent des Nations unies sur la nutrition (*UN Standing Committee on Nutrition - SCN*) a entamé avant et pendant la Conférence de Cancun un plaidoyer sur le sujet et en particulier en faveur de l'intégration de la dimension nutritionnelle dans les politiques et les activités d'adaptation, de réduction des émissions, de transfert de technologies, etc. Cependant, la nutrition reste un sujet encore peu répandu dans les négociations sur le climat et pour l'instant cantonné à la sphère des observateurs de la société civile et des organisations internationales.

La réaffirmation de l'importance de l'adaptation, au même titre que la réduction des émissions, pourrait faciliter une meilleure prise en compte des impacts du changement climatique sur la nutrition, et de la nécessité de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour lutter contre les vulnérabilités.

Les enjeux à venir

La Conférence de Cancun s'est caractérisée par quelques avancées, mais aussi des échecs. Elle remet toutefois les négociations sur les rails, en évitant un effondrement du processus onusien. L'agriculture, victime du compromis, devra faire l'objet d'une décision en 2011 à la COP17 de Durban. Quant à la nutrition, sa prise en compte dans les négociations n'est pas encore à la hauteur de l'enjeu. Les fondations sont donc posées, mais l'essentiel reste à construire pour traduire des engagements internationaux en actions sur le terrain.

⁵ Ces thèmes ont été placés dans le même chapitre sur les approches sectorielles. Le désaccord a porté sur le préambule commun aux deux thèmes, qui faisait référence à la « responsabilité commune mais différenciée » des pays.

Points de vue sur l'actualité :

Forum Social Mondial 2011 : La question de l'accaparement des terres

Dix ans après sa première édition, le Forum social mondial s'est tenu au Sénégal du 6 au 11 février 2011. Le FSM est une plateforme ouverte destinée à stimuler le débat, la réflexion et le partage d'expériences entre les participants (mouvements sociaux, ONG et autres organisations de la société civile).

Cette année, l'accaparement des terres s'est avéré être le sujet brûlant du forum. Dans cette interview, Sofia Monsalve, de FIAN⁶ International (*Fighting Hunger with Human Rights*), nous donne son point de vue sur les travaux du FSM. Elle revient sur les initiatives prises au niveau international et nous explique comment les droits de l'homme peuvent servir d'outil pour soutenir les actions de lutte contre l'accaparement des terres.

FIAN s'est impliquée lors du FSM et particulièrement lors des travaux sur l'accaparement des terres. Quelles avancées considérez-vous comme les plus décisives ?

L'accaparement des terres a en effet constitué l'un de nos principaux axes de mobilisation à Dakar. Une de nos délégations a pris part à différentes activités et a travaillé en collaboration avec des organisations paysannes, de développement et de lutte pour les droits de l'homme. Notre objectif était celui de renforcer l'alliance entre les différents groupes dans la lutte contre toute forme de dépossession des terres. À cet égard, le FSM de Dakar a constitué une remarquable occasion pour les différents pays de partager expériences et témoignages au sujet des stratégies à adopter pour contrer la menace de ce genre de pratiques.

L'une des réunions les plus marquantes a été convoquée conjointement par La Via Campesina et le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et a mis l'accent sur les actions à venir. Des dirigeants du monde paysan de différents pays ont appelé à des actions communes à tous les niveaux et dans plusieurs domaines parmi lesquels l'information, la recherche, l'accès aux médias et le recours à la justice.

Le lancement de « L'appel de Dakar » constitue aussi une importante avancée du FSM de 2011. L'idée était de tirer profit de la position commune adoptée par les OSC lors de la dernière session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en octobre 2010⁷. La Via Campesina et le ROPPA

avec le soutien de FIAN et d'autres organisations⁸, ont contribué à faciliter une assemblée de convergence. Il en est ressorti le lancement d'un **appel contre l'accaparement des terres**⁹. Il y a eu un large consensus au sein des participants sur la nécessité d'utiliser tous les outils à notre disposition. Un moratoire sur les acquisitions de terres à grande échelle a été proposé, mais n'a pas été inclus dans l'appel, car les mesures nécessaires à sa mise en œuvre nécessitent d'être davantage étudiées.

Quels sont les principaux défis pour les actions à venir ?

FIAN soutient activement les initiatives au niveau national et local. Comme il est dit dans l'appel, il est important de soutenir les communautés et les organisations qui luttent contre l'accaparement des terres. Au Mali, par exemple, nous travaillons à l'élaboration d'une alliance entre les principales parties prenantes et nous collaborons étroitement avec des organisations paysannes, des parlementaires et des OSC.

Au niveau international, nous soutenons fermement les directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles. Ce travail ne se limite pas à l'accaparement des terres. Il se préoccupe de l'alimentation et de l'agriculture au sein d'un cadre plus large. Tout au long de l'année, nous allons continuer à suivre de près le processus de négociations concernant ces directives de la FAO. Un projet devrait être soumis pour approbation lors de la prochaine session du CSA en 2011. Il est important de veiller à ce que ces directives s'appuient sur les droits de l'homme et fassent référence aux obligations existantes en matière des droits sur les terres et les ressources naturelles. Ceux-ci ne seront respectés que si des instruments sont mis en œuvre au niveau national et international pour inciter les États à respecter leurs obligations.

Concernant les principes de la Banque mondiale en matière d'investissement agricole responsable, FIAN n'est pas favorable à leur adoption dans la mesure où certains thèmes fondamentaux propres à cet instrument (nature, contenu et portée), constituent une réponse inadaptée à la question de l'accaparement des terres. Tous les investissements en agriculture ne peuvent pas être considérés comme une opportunité pour le développement.

⁶ FIAN est une organisation internationale qui œuvre en faveur du droit à l'alimentation. C'est une association à but non lucratif dotée du statut consultatif auprès des Nations unies.

⁷ Lors du forum des organisations de la société civile qui s'est tenu avant le CSA, les OSC avaient adopté une position commune sur les questions relatives aux terres, position qui a

été présentée à la table ronde du CSA. Plus d'informations sur <http://cso4cfs.org/>

⁸ Les Amis de la Terre International, CCFD – Terre Solidaire, Peuples Solidaires et AGTER.

⁹ L'appel est ouvert à la signature jusqu'au 31 mars.

Agenda

Événements passés

- **Symposium international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle** (7-9 décembre 2010, Rome) : Ce symposium organisé par la FAO avait comme objectif de recueillir et valoriser les expériences permettant de montrer l'impact et l'efficacité des approches liées à la nutrition et fondées sur l'alimentation afin d'améliorer le régime alimentaire et l'état nutritionnel. La publication « *Combating micronutrient deficiencies: Food-based approaches* » a été présentée au cours du symposium. Une brochure présentant un résumé de la publication et comportant les extraits de chacun des 19 chapitres est disponible à la bibliothèque du ROSA. >>>
- **Forum Social Mondial** (6-12 février 2011, Dakar) : Le FSM réunit une large diversité d'acteurs (ONG, mouvements sociaux et autres OSC). A Dakar, environ 60.000 personnes étaient présentes. L'objectif n'est pas tant de construire des positions communes mais de favoriser le dialogue entre différents acteurs. De très nombreux ateliers, organisés par une organisation ou un groupe d'organisations, ont constitué un espace de débat d'idées, de réflexion et d'échange d'expériences. Pendant les deux derniers jours, les « assemblées de convergence » ont encouragé la mobilisation collective sur les grands thèmes du forum. Une attention particulière a été portée aux questions liées à la migration et aux accaparements des terres, souvent traités sous l'angle de l'approche par les droits de l'homme.

Événements à venir

- **29 mars-1er avril** : 3^{ème} Forum européen sur le développement rural – Palencia (Espagne)
- **21-22 avril** : Réunion restreinte du RPCA - Paris
- **26-27 mai** : Sommet du G8 (France)
- **23 juin** : Réunion ministérielle - G20 Agriculture (France)
- **18-22 octobre** : 37^{ème} session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (CSA) – Rome (Italie)
- **3-4 novembre** : Sommet du G20 (France)
- **28 novembre-9 décembre** : 17^{ème} Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17) - Durban (Afrique du Sud)

Pour plus d'information : [Événements à venir](#)

Nouvelles de la Commission



DEVCO K-Day, une journée consacrée au partage des connaissances

Une journée consacrée à la gestion des connaissances a eu lieu à Bruxelles le 3 février dernier. Le but de cette manifestation consistait à informer et sensibiliser sur la gestion des connaissances (KM) et à encourager la culture du partage. Elle a donné l'occasion aux collaborateurs de la DEVCO issus du siège et des délégations d'échanger et d'en apprendre davantage sur la manière dont le partage des connaissances pouvait renforcer l'efficacité et l'impact des pratiques de travail et des activités sur le terrain. >>>

- **3^{ème} forum européen sur le développement rural** (29 mars-1^{er} avril 2011, Palencia Espagne) : Ce forum est organisé sous l'égide de la Commission Européenne, du gouvernement espagnol et de la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural. Quel type de développement rural devrait être encouragé pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la faim ? Cette question sera au cœur du forum. Le principal objectif est de partager et tirer des enseignements sur les expériences passées. Le forum se concrétisera surtout par une liste de principes et de mesures prioritaires ayant trait au développement rural qui contribuent à la sécurité alimentaire. >>>
- **Le rapport européen sur le développement 2010 désormais disponible** : Le RED 2010, intitulé « Protection sociale et développement inclusif », a été officiellement rendu public le 7 décembre 2010 lors des Journées Européennes du Développement, à Bruxelles. Que faire pour développer la capacité d'adaptation et réduire la vulnérabilité aux chocs ? Selon ce rapport, la réponse réside dans la protection sociale, qui devient une priorité à l'ordre du jour en matière de développement, à la fois pour les donateurs et les gouvernements nationaux. [Lire le rapport](#)
- **Prix de la Coopération belge au Développement 2012: « Déterminants sociaux de la santé »** : La coopération belge invite aux étudiants et aux jeunes chercheurs à présenter un mémoire de master ou de fin d'études, une thèse de doctorat ou une publication. Pour plus d'information : [Site de la CTB](#)

Nouvelles ressources en ligne

➤ Nutrition

Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire en s'appuyant sur l'agriculture, USAID – Février 2011

L'USAID, à travers son projet IYCN (« Infant & Young Child Nutrition »), a publié un ensemble de ressources pour aider les professionnels travaillant dans le secteur de l'agriculture à maximiser les impacts positifs sur la nutrition. D'un intérêt particulier, cette fiche d'information porte essentiellement sur les relations entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle fournit des exemples de ce qui fonctionne et ce qui n'a pas fonctionné, afin de servir de base aux personnes impliquées dans la conception et le développement des projets. Un examen des expériences fournit aussi des éléments d'analyse quant aux impacts des interventions agricoles (projets et recherche) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays à faible revenu. >>>

Analyse de la capacité des pays à accélérer les actions visant à réduire la malnutrition. "Landscape analysis", Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition – 2009

L'initiative « Landscape analysis » est pilotée par l'OMS, en collaboration avec d'autres agences de développement. Elle a permis de développer un cadre d'analyse pour évaluer la capacité des pays à accélérer les actions visant à réduire la malnutrition. Les articles publiés dans ce numéro de la revue du Comité Permanent pour la Nutrition (« SCN News ») présentent la méthodologie et les évaluations effectuées dans cinq pays qui font partie des 36 pays à plus fort taux de malnutrition (Burkina Faso, Ghana, Guatemala, Madagascar, le Pérou et l'Afrique du Sud). On examine comment l'engagement politique (« volonté d'agir ») et la capacité des pays (« capacité à agir ») peuvent contribuer à mettre en place des actions permettant d'accélérer la réduction de la malnutrition et de renforcer les points faibles. >>>

Les compléments alimentaires enrichis. Analyse de la situation dans la région Amérique Latine et Caraïbes, UNICEF – 2006

Cette étude s'intéresse au rôle des compléments alimentaires enrichis sur la situation nutritionnelle des enfants. Elle fait des recommandations sur les mesures à mettre en place pour renforcer la conception, la production, la distribution et l'utilisation de ces produits. Elle couvre un large champ d'application compte tenu du nombre de

pays concernés (20), des expériences étudiées (35) et des variables et indicateurs analysés. L'étude passe en revue les initiatives passées et actuelles en ce qui concerne les compléments alimentaires fortifiés (non commerciaux). Elle fournit des éléments sur la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité, les actions de sensibilisation et, si l'information était disponible, l'impact sur l'état nutritionnel et le soutien apporté à ces programmes en faveur de la poursuite d'un allaitement maternel prolongé. >>>

La priorité à la nutrition dans l'agenda politique, la formulation des politiques et leur mise en œuvre : Les leçons tirées de l'initiative « Mainstreaming nutrition », D. Pelletier et al, Revue "Health Policy and Planning" - Février 2011

Cet article présente les résultats des cinq études de cas (Bangladesh, Bolivie, Guatemala, Pérou et Vietnam) qui ont été réalisées dans le cadre de l'initiative « Mainstreaming nutrition ». Ils visent à identifier les facteurs qui peuvent influencer le processus de décision, en particulier en ce qui concerne l'engagement politique, la priorisation de la nutrition dans l'agenda politique, la formulation des politiques et leur mise en œuvre. >>>

➤ Transferts sociaux

La dimension nutritionnelle des filets de sécurité sociale en Amérique Centrale et en République Dominicaine, Programme alimentaire mondial – Avril 2010

L'élaboration de ce rapport a réuni un large éventail d'acteurs : des experts du PAM, les gouvernements nationaux, les ONG, la Banque mondiale, l'Organisation des États américains (OEA) et le Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA). Ce rapport s'interroge sur la dimension nutritionnelle des filets de sécurité sociale et si une priorité est accordée aux enfants de moins de deux ans, aux femmes enceintes et allaitantes et à d'autres groupes vulnérables. Sur la base de l'analyse de 110 programmes dans huit pays, ce rapport présente les principaux enseignements tirés et une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) des programmes sociaux. Il suggère des actions concrètes pour renforcer les programmes sociaux avec une dimension nutritionnelle dans le cadre de l'approche basée sur les droits de l'homme. >>>

Evaluation de la graduation du programme PNSP en Ethiopie, theIDLgroup, AZ Consult Ethiopie, ODI - Août 2010

Le programme PNSP (« Productive Safety Net Programme ») a été lancé en Ethiopie en février 2005. Il a été associé, depuis 2006, à d'autres programmes de sécurité alimentaire, en particulier à un ensemble de services d'appui aux ménages via l'utilisation du crédit (« *household packages* »). L'objectif de ces programmes combinés (sous l'égide du programme de sécurité alimentaire) est de permettre aux ménages souffrant d'insécurité alimentaire chronique d'améliorer leur vie et, d'atteindre un niveau d'autosuffisance alimentaire leur permettant de sortir du programme PSNP. Cette évaluation tire un bilan de l'expérience d'identification des ménages pouvant quitter le programme. >>>

➤ **Liens externes**

Bulletin bimestriel No. 4, ACF-E Amérique Centrale – Janvier 2011 : Désormais disponible. Ce bulletin présente un point sur l'avancement des projets et des activités mises en œuvre par ACF en Amérique Centrale. Pour accéder à toutes les publications (en espagnol) :

<http://www.scribd.com/doc/45005381/Publicacion-es-Online-de-ACF-E-en-Centroamerica>

➤ **Formations**

La nutrition dans les situations d'urgence. Formation courte : Un cours conçu pour les nutritionnistes et autres professionnels travaillant dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé et la logistique. Le cours aura lieu à Chiang Mai, Thaïlande, du 23 mai au 2 juin. Pour plus d'informations : <http://www.nietraining.net/>

Lancement du kit de formation standardisé de la méthodologie SMART, ACF Canada : La version française du kit de formation standardisé SMART (*Standardised Training Package*, ou STP) est disponible sur le site www.smartmethodology.org.

Activités du réseau

➤ **Le ROSA lors du DEVCO K-Day** :

L'équipe d'animation du ROSA a participé à la session « Communautés de pratique – Partager sans frontières ». Le principe consistait à discuter des principaux défis à relever par les communautés de pratique et à tenter de trouver des solutions sur plusieurs questions clés, par exemple la participation, l'animation, la viabilité, le suivi et les outils. 35 personnes ont pris part à cette session. L'expérience de 4 CdP (ROSA, Capacity4Dev, CISOCH, et « Electoral assistance ») a permis d'identifier les difficultés majeures rencontrées par ces communautés de pratique au sein de la DEVCO. >>>

➤ **Le CD-rom du ROSA désormais disponible** :

Il contient les principales ressources documentaires disponibles sur le site du ROSA en novembre 2010. Un accès direct est également proposé vers : i) un dossier contenant l'ensemble des documents (agenda, liste des participants, présentations, compte-rendu) des séminaires régionaux et thématiques organisés par la Commission pendant la période 2007-2010 et ii) une sélection de documents de base concernant en particulier les initiatives de la Commission pour la sécurité alimentaire. Si vous souhaitez recevoir un exemplaire, merci de nous écrire : EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu et/ou animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid (de l'unité E6 - Ressources naturelles en collaboration avec l'unité G4 - Formation et gestion des connaissances).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.